

Unité départementale d'Eure-et-Loir
Cité Administrative – 15 Place de la République – 28019
CHARTRES CEDEX

Chartres, le 10/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



SMB

Le Rondeau
28140 GUILLONVILLE

Références : 2589/RAPVI/IC2200075

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2022 dans l'établissement SMB implanté Le Rondeau 28140 GUILLONVILLE. L'inspection a été annoncée le 21/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMB
- Le Rondeau 28140 GUILLONVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0010002589
- Régime : A

La carrière SMB à Guillonville est une carrière de calcaire autorisée à accueillir 72 000 m³/an de matériaux de remblaiement et à extraire en moyenne 350 000 t/an de matériaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites des visites du 15 juin 2020 et du 4 septembre 2018
- conditions d'exploitations.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article 2	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	
Plan de remblayage	Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article {Non Renseigné}	/	
Surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article {Non Renseigné}	/	
Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article III.5.D.f	/	
Bruit	Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article III.5.D.d	/	
Décapage	Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article III.4.B	/	
Rejet dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article III.5.A.c	/	
Conditions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 20/05/2020, article 2	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société SMB a fait en sorte de solder les non-conformités des précédentes visites. Elle n'a pas transmis le nouvel acte de cautionnement des garanties financières dans les délais prévus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Admission de déchets
Prescription contrôlée : Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation... ...et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation... ...et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Observations : Un 1er contrôle visuel est réalisé au pont bascule à l'aide d'une caméra. Le 2ème contrôle visuel est réalisé lors du déchargement par le chauffeur du chargeur.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Risques chroniques, Admission de déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan de remblayage. Ce plan, coté suivant un maillage de 50 m sur 50 m maximum et en altitude, permet de localiser les zones de remblai correspondant aux données figurant sur le registre.
Constats : L'exploitant tient à jour un plan de remblayage. Ce plan, coté suivant un maillage de 50 m sur 50 m maximum et en altitude, permet de localiser les zones de remblai correspondant aux données figurant sur le registre.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Risques chroniques, Admission de déchets
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait pas sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant.
Constats : L'exploitation se fait pas sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. (chef de carrière nommé et son adjoint)
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article III.5.D.f
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de vibration
Prescription contrôlée : « « [...] Le respect de la valeur limite fixée à l'article 22.2 I de l'arrêté du 22 septembre 1994 est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis tous les semestres. [...] » »
Constats : Les mesures de vibration réalisées lors des tirs de mines du 27 mai 2021 et du 8 novembre 2021 sont conformes.
Observations : 1 tir de mines par semaine environ est réalisé. Les mesures de vibration sont réalisées à la ferme Marcille par le laboratoire EPC. Tir du 27/5/2021 : mesures conformes radiale : 0.254 mm/s verticale : 0.508 mm/s transversale : 0.254 mm/s Tir du 8/11/2021 : mesures conformes Le seuil de déclenchement de 0.500 mm/s n'a pas été dépassé, aucune mesure n'a donc été enregistrée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article III.5.D.d
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« En dehors des tirs de mines, les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :</p> <p>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)</p> <p>Émergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A) 6 dB (A) Supérieur à 45 dB (A) 5 dB (A)</p> <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).</p> <p>Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :</p> <p>Emplacements</p> <p>Niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété</p> <p>Période diurne</p> <p>Limite d'emprise, lorsque l'extraction se rapproche de la ferme du Pérollet 66,4</p> <p>Limite d'emprise, lorsque l'extraction se rapproche de la ferme de Guillard 65,0</p> <p>Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules de transport, matériels de manutention et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, respecte les valeurs limites ci-dessus.</p> <p>Le niveau de pression acoustique de crête lors des tirs de mine ne dépasse pas 125 dB linéaires. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures de bruit sont conformes.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le rapport 2020 du cabinet ENCEM (mesures réalisées les 12/11 et 8/12 2020) présente des résultats conformes pour les 5 points de mesures en limite de site et en zone à émergence réglementée.</p> <p>Le rapport 2021 du cabinet ENCEM (mesures réalisées le 21/9/2021) n'a pas encore été transmis à l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article III.4.B
Thème(s) : Risques chroniques, Décapage/nidification
Prescription contrôlée : « Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé en dehors des périodes de reproduction et de nidification des oiseaux (avril à août inclus). A titre exceptionnel, le décapage pourra se faire pendant cette période, après avoir au préalable vérifié l'absence de nids sur les terrains à décapier et averti la structure naturaliste dont l'attache est prévue à l'article III.4.H du présent arrêté. »
Constats : Le décapage est réalisé du mois de septembre au mois de mars.
Observations : L'exploitant tient à jour un planning informatisé qui permet de consulter les dates de décapage. Tous les décapages ont été réalisés entre les mois de septembre et mars.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article III.5.A.c
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : « [...] les eaux en sortie de séparateur hydrocarbures doivent respecter les prescriptions suivantes : le pH est compris entre 5,5 et 8,5 la température est inférieure à 30 °C, les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90-105), la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101), les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90-114). [...] » Des analyses de contrôle de ces paramètres seront réalisées par un laboratoire agréé tous les semestres. Les résultats seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils seront conservés par l'exploitant pendant la durée de l'autorisation. »
Constats : Les valeurs de rejet au niveau du séparateur à hydrocarbures sont conformes.
Observations : Le rapport d'analyse du 29/9/2021 est consulté. Les valeurs sont les suivantes: pH : 7.7 T : 15.5 MEST : 30 DCO : 11 hydrocarbures : 0.1 couleur : 5
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Conditions de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière sera de 480 090 tonnes/an avec une moyenne de 350 000 tonnes/an. La quantité maximale traitée dans l'installation de premier traitement sera de 480 000 tonnes/an. Le volume moyen annuel de matériaux de remblaiement extérieur au site est de 72 000 m³/an. »
Constats : La quantité de matériaux extraits est conforme. la quantité de matériaux de remblaiement est conforme.
Observations : Sur l'année 2020 : 225 500 t de matériaux (y compris stérile) ont été extraits pour 185 000 t vendus. 84 900 t (soit 42 450 m³) de matériaux de remblaiement ont été reçus sur la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2007, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance. L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance où en cas d'évolution de l'indice TP 01 justifiant de leur actualisation. Une copie de ce document sera également transmise à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas adressé au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance
Observations : La fin de validité de l'acte de cautionnement actuel est fixée au 19/2/2022. L'exploitant n'a pas transmis de nouvel acte de cautionnement 3 mois avant la fin de validité de l'existant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites